

## Sortir de l'UE et abandonner l'€uro

En avant-propos je précise que je me considère comme citoyen de l'Europe.

Né en France je suis forcément européen par le droit du sol. C'est un fait, que ça me plaise ou non, je ne peux pas refuser cette évidence. Ça serait aussi stupide que de dire que je ne suis pas un mammifère.

Je tiens à rappeler les positions du parti vis-à-vis de la construction européenne.

1 °/ 1992 Référendum sur le traité de Maastricht : nous sommes contre et avons appelés à voter NON.

Résultats : : 51,04 % de Oui et donc 48,96 % de NON.

On a vu des défaites plus lourdes. Surtout que Mitterand a joué sur sa maladie et a ainsi obtenu les quelques pourcents qui auraient pû manquer. Je me rappelle des camarades, à l'époque, fous de rage après le référendum, contre mitterand et son habituelle roublardise.

Comme Philippe Séguin, on avait vu une UE qui « enterre la conception de la souveraineté nationale et les grands principes issus de la Révolution »

Un sondage (faut pas croire les sondages mais bon ça peut aider à la compréhension) Ifop réalisé en MAI 2019 indique que 52 % des Français voteraient contre le traité de Maastricht en cas d'organisation d'un nouveau référendum.

La question se pose : « Est-ce que notre position de l'époque a perdu sa véracité ? ».

2 °/ l'€uro comme monnaie : nous étions contre Masstrich donc nous étions contre l'€uro.

On peut rappeler que pour que la France puisse participer à l'€uro, elle est censée répondre à des critères tels qu'un déficit budgétaire de moins de 3 % du PIB et un endettement inférieur à 60 % du PIB.

Et **c'est le carcan qui nous étrangle** : moins de 3 % du PIB de déficit c'est l'austérité à vie. Ou plutôt jusqu'à la mort.

De plus aucun des eurocrates n'est capable d'expliquer pourquoi « 3 % ». Pourquoi pas 1,5 ou 6 %.

Moins de 60 % du PIB d'endettement publique : nous sommes passés à 120 %. Mais ce qui est pire c'est la dette privée qui est autour 150 % du PIB et la dette privée est la conséquence de l'austérité et la pression sur les salaires imposées par l'europe.

Et il y a une énorme différence entre une dette d'État et une une dette privé. L'État pourra toujours rembourser, s'il le veut, ça prendra plus ou moins de temps mais l'État ne peut pas disparaître. Oui dans une société socialiste, l'État disparaît. Mais on en est pas là.

La dette privée, elle, est beaucoup moins sûre. Un descendant peut refuser d'honorer les dettes de ses ascendants. Si un emprunteur n'arrive plus à rembourser ses dettes, une fois qu'il a été complètement essoré et n'a plus rien, le créancier perd son argent. Et c'est pas sûr qu'il puisse tenir financièrement face à une cascade d'impayé.

On peut développer tous les carcans que l'euro nous impose. Et c'est sans parler de la perte totale de souveraineté de la France.

Bref nous étions contre et la question se pose : « Est-ce que notre position de l'époque a perdu sa véracité ? ».

3 % le traité constitutionnel de 2005. La plus grande escroquerie de l'union européenne, vous êtes CONTRE, c'est pas grave vous serez POUR quand même.

La position du parti est maintenant :

« En Europe l'humain d'abord, pas la finance !

Depuis les premiers pas de la construction européenne jusqu'aujourd'hui, en passant par Maastricht ou le Non au référendum de 2005, les communistes se sont toujours opposé.e.s à la mainmise des intérêts du capital sur la construction européenne, rendue possible par les dirigeants politiques libéraux. Depuis la crise financière de 2008, les tenants des traités n'ont eu pour seule réponse que l'austérité pour les peuples, le renflouement permanent des banques par la banque centrale européenne et l'autoritarisme. Le rejet légitime de ces politiques se traduit malheureusement dans les élections par une poussée alarmante de l'extrême droite et des forces populistes.

**Aujourd'hui, tout est fait pour nous faire croire que nous devrions faire un choix entre une intégration européenne de plus en plus libérale ou la désintégration nationaliste.** En France par exemple, Emmanuel Macron tente de réduire le débat politique des élections européennes entre les « pro » et les « anti » UE. Mais **il existe une alternative : celle d'une Europe de peuples et de nations, libre souverains et associés, tournée vers le développement social et écologique.** Le projet communiste est celui d'une rupture avec l'UE actuelle et d'une refondation de ses objectifs, ses missions et de ses institutions. Autrement dit, une Europe de l'Humain d'abord et non plus de la finance. »

On présente un faux dilemme avec le risque de la désintégration nationaliste qu'on nous imposerait et on propose une sortie par **une troisième voie : celle de l'europe des peuples.**

Rappelons la citation de Jaurès : « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale ; beaucoup de patriotisme y ramène. » pour faire la différence entre nationalisme et patriotisme.

Communiste français donc patriote français.

**Europe de peuples et de nations, libre souverains et associés, tournée vers le développement social et écologique** : est-ce qu'il y a quelqu'un qui peut m'expliquer comment on peut faire ça sans supprimer tous les traités et comment, par exemple, les citoyens allemands (je ne parle pas des dirigeants) pourront accepter de fonctionner comme les français ? Nous ne sommes pas des allemands et nos amis allemands ne sont pas des français. Et on ne peut pas leur demander de le devenir.

L'Europe peut juste être une coopération entre des états souverains et non une collaboration.

Ariane ne pourrait pas exister, si on voulait la faire aujourd'hui, à cause des traités. Des coopérations entre états ça a toujours existé et on n'a pas besoin de l'UE pour ça.

Si on doit attendre d'avoir convaincu des pays comme la Pologne (qui remet en cause le droit à l'avortement), les états baltes, le Luxembourg (championne du monde de l'évasion fiscale au cœur de l'UE) et d'autres pour se « **tourner vers le développement social et écologique** » on n'a pas fini d'attendre.

Nous ne devons pas nous tourner vers le développement qui pourrait le cas échéant advenir dès que les communistes auront pris le pouvoir démocratiquement dans toute l'europe. Parce que y compris avec les socio-démocrates on ne peut rien faire.

Nous sommes en face d'une urgence absolue : les françaises et français les plus pauvres crèvent du libéralisme économique. Il faut reconstruire l'État social maintenant et tout de suite en France. Si d'autre pays veulent participer très bien, mais on ne peut plus attendre ou les attendre.

La France ne s'est pas construite dans un long fleuve tranquille. Elle est le résultat d'une longue suite de guerres, de massacres avec l'union du sabre et du goupillon.

L'intégration européenne ne pourrait se faire que de la même manière. Et personne n'en veut.

Pour ma part, je pense que nous avons eu peur d'être amalgamés au FN qui restait le seul courant politique proposant de sortir de l'UE et de l'€uro.

Il y a eu un changement. À courir après la respectabilité et pour ne pas effrayer la grande bourgeoisie, la Le Pen a accepté de ne plus parler de sortir ni de l'€uro ni de la construction européenne.

C'est pas la seule raison mais si ça peut aider à reprendre l'étendard de la souveraineté populaire et de la France, ça serait déjà ça.

**Rien n'est possible avec la construction européenne pour changer notre situation sociale, économique et écologique. Donc mieux vaut en sortir avant que de mourir avec.**